

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

du

MERCREDI 4 JUILLET 2012

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

van

WOENSDAG 4 JULI 2012

Namiddag

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 15.11 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Siegfried Bracke.

Le développement des questions et interpellations commence à 15.11 heures. La réunion est présidée par M. Siegfried Bracke.

01 Question de Mme Katrin Jadin à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la formation des agents de sécurité germanophones" (n° 12062)

01 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de opleiding van Duitstalige veiligheidsagenten" (nr. 12062)

01.01 **Katrin Jadin** (MR): Monsieur le président, madame la ministre, actuellement, aucune offre de formation pour les agents de sécurité n'existe en langue allemande. D'après les informations dont je dispose, votre position sur le sujet est que l'organisation de telles formations fait partie des missions des agences de sécurité privées et, ce faisant, ne sont pas soumises à la loi sur l'emploi des langues. Or, vu le peu de candidats germanophones et le coût que cela engendrerait, lesdites agences n'organisent pas de formation pour eux. Cependant, en Communauté germanophone, l'engagement d'agents de sécurité est obligatoire pour les organisateurs d'événements pour jeunes qui comptent un certain nombre de visiteurs, notamment dans les communes de Bütgenbach, Büllingen, Amel, Saint-Vith et Burg-Reuland. Il existe donc une demande des pouvoirs publics à laquelle le secteur privé n'est pas capable de répondre.

Par ailleurs, il a été observé que l'engagement pour ces événements d'agents unilingues francophones provoque une augmentation de la situation de conflit. Pour cette raison, plusieurs organisateurs d'événements ont, au cours de ces dernières années, fait appel à des agents de sécurité allemands. Cette situation était tolérée par le parquet d'Eupen, ce qui n'est plus le cas étant donné le fait qu'elle est dépourvue de tout fondement légal.

Madame la ministre, serait-il possible de mettre en place une formation pour les agents de sécurité dans les écoles de police provinciales qui serait soumise à la loi sur l'emploi des langues? Pendant l'intervalle de temps nécessaire à la mise en place de cette formation, serait-il possible d'autoriser provisoirement les agents de sécurité allemands d'assurer la sécurité lors d'événements pour jeunes en Communauté germanophone, ce qui entrerait dans le cadre de l'échange intra-européen des prestations de services?

01.02 **Joëlle Milquet**, ministre: Monsieur le président, madame Jadin, je vous remercie pour votre question. La situation est relativement gênante, je vous l'avoue, car il s'agit de formations organisées par le secteur privé; dans la mesure où le nombre de candidats n'est pas toujours suffisant, ce secteur n'est pas toujours enclin à les organiser. De plus, ne s'agissant pas de missions de service public, il n'y a pas d'obligation dans le chef de l'État.

En tout cas, renseignements pris et après sensibilisation auprès du secteur, il s'avère qu'au moins un organisme de formation privé est prêt à organiser des formations en langue allemande. Elles auront probablement lieu prochainement. Par ailleurs, certaines entreprises belges actuellement autorisées comptent parmi leurs rangs des agents de gardiennage d'origine germanophone et parlant aussi couramment l'allemand.

Pour l'avenir, il serait utile que cette offre de formation soit stabilisée et peut-être pourrions-nous aider le secteur privé en ce sens. En effet, si cette formation n'est pas suffisamment rentable, il nous appartiendrait vraisemblablement d'assumer un certain soutien financier. Une autre piste est d'examiner la possibilité de créer, au niveau germanophone, ce qui existe déjà dans les deux autres Communautés, c'est-à-dire la septième année d'enseignement pour les métiers de la sécurité. Cette septième année reçoit des subsides de l'État fédéral et permet soit d'être bien préparé au recrutement policier soit d'être formé de manière équivalente au niveau du gardiennage privé. Nous allons prendre contact avec la Communauté germanophone, afin de statuer sur ce point.

Pour le reste, les entreprises allemandes qui souhaitent exercer des activités de gardiennage en Belgique doivent obtenir une autorisation, au même titre que les entreprises belges. Dans la mesure où elles sont déjà autorisées sur un territoire européen, la procédure est évidemment beaucoup plus rapide; ces sociétés sont soumises aux mêmes règles que les sociétés belges.

01.03 Kattrin Jadin (MR): Madame la ministre, je vous remercie pour cette réponse encourageante et je me réjouis de ce que certaines choses se mettent en place.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Mme Kattrin Jadin à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "l'examen d'inspecteur principal de police (cadre moyen) et la situation des agents germanophones" (n° 12064)

02 Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het examen van hoofdinspecteur van politie (middenkader) en de situatie van Duitstalige agenten" (nr. 12064)

02.01 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, madame la ministre, je me permets de vous interroger sur l'organisation de l'examen d'inspecteur principal de police (cadre moyen) et, plus précisément, sur l'organisation de celui-ci pour les agents germanophones.

Bien que je me réjouisse tout particulièrement que l'organisation de cet examen puisse, avec votre bienveillance, avoir lieu en allemand, je me permets néanmoins de communiquer les interrogations de quelques agents sur le fait que la formation qui suit la réussite de ladite épreuve ne peut se faire en allemand, alors que l'effectif en service à l'école de police permettrait de le faire.

Ceci me paraît d'autant plus paradoxal que les agents germanophones, même après la réussite d'un examen en allemand ou en français ou même après avoir poursuivi avec succès une formation adéquate en français, ne peuvent pas intégrer, s'ils le souhaitent, le régime francophone dévolu pour les postes vacants. Ils seraient prêts à le faire, le cas échéant.

Madame la ministre, pouvez-vous me donner les raisons précises pour lesquelles les agents germanophones ne peuvent postuler pour des postes francophones, alors qu'ils sont par essence considérés comme agents bilingues français/allemand et qu'ils ont suivi leur formation en français?

Pouvez-vous m'expliquer pour quelles raisons, dans les mêmes conditions précitées, ils ne peuvent également pas suivre une formation adéquate dans leur langue maternelle, si les postes auxquels ils peuvent prétendre sont limités aux seuls postes germanophones?

02.02 Joëlle Milquet, ministre: Monsieur le président, chère collègue, selon les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, pour accéder à un certain rôle linguistique, le candidat doit disposer du titre d'études permettant d'accéder au cadre concerné obtenu dans cette langue. Concrètement, pour accéder aux cadres moyens, un titre d'études de niveau C ou supérieur doit être détenu.

L'article 142 de la loi du 7 décembre 1998 relative aux services intégrés prévoit des équivalences aux diplômes obtenus au terme de la formation de base des fonctionnaires de police. Ainsi, cet article prévoit l'équivalence du diplôme de la formation de base du cadre moyen au diplôme de niveau B.

Le candidat germanophone, qui a réussi la formation de base du cadre moyen organisé en français, détient

un diplôme qui lui permet d'accéder aux emplois du cadre moyen du rôle linguistique francophone.

En outre, vu qu'un membre du cadre de base germanophone qui suit un cours de promotion sociale vers le cadre moyen détient nécessairement un diplôme en allemand correspondant au niveau C, qui est soit obtenu au terme de ses humanités supérieures soit obtenu en tant qu'agent de police au terme de la formation de base du cadre moyen dans le cadre de la promotion sociale, il peut aussi accéder aux emplois du cadre moyen du rôle linguistique germanophone. Les deux possibilités lui sont donc ouvertes.

Vu le nombre limité d'emplois germanophones qui peuvent être attribués via la procédure de promotion sociale, en l'occurrence trois pour la promotion du cadre moyen pour la promotion 2011-2012, une formation du cadre moyen dispensée en allemand n'a pas été organisée.

À mon sens, la situation mérite qu'on y réfléchisse plus intensivement.

02.03 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, madame la ministre, en tant que seule germanophone, je suis quelque peu spécialisée dans ces casse-tête; vous vous en doutez.

Il est évident que le nombre n'est guère élevé puisque notre Région/Communauté ne comporte que 75 000 habitants. Néanmoins, une certaine souplesse dans l'application de dispositions légales facilite parfois les choses.

Je vous remercie pour votre réponse très détaillée.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "les contrôles britanniques à la gare du Midi" (n° 12094)

03 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de Britse controles in het Zuidstation" (nr. 12094)

03.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Monsieur le président, madame la ministre, l'accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique, le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche du 15 décembre 1993 et le protocole concernant la circulation des trains sans arrêt entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche du 15 décembre 1993 prévoient la possibilité que des contrôles britanniques soient effectués en gare du Midi sur les voyageurs empruntant les trains à destination de Londres et sans arrêt à Lille.

Par un arrangement technique du 8 novembre 2004, la police a, de son propre chef, étendu ces contrôles aux trains avec arrêt à Lille. Ce faisant, elle a gravement empiété sur les prérogatives du législateur. De surcroît, elle a procédé, sur une période de plusieurs années, à des arrestations répétées et sans base légale de voyageurs qui se soustrayaient auxdits contrôles. L'ensemble de ces faits pourrait constituer une violation des articles 147, 233, 237 et 442bis du Code pénal.

Madame la ministre, quelle est votre position sur cette question?

Selon nos informations, la police fédérale belge a établi que les autorités britanniques ont mis en place des contrôles d'identité sur les voyageurs à destination de Lille empruntant, en gare du Midi, des trains dont la destination finale est Londres. Ces contrôles n'étaient pas des faits isolés relevant d'excès de zèle des fonctionnaires mais, au contraire, le résultat d'instructions données par leur hiérarchie au mépris de la légalité belge.

Madame la ministre, quelle est votre position sur la question?

03.02 Joëlle Milquet, ministre: Monsieur le président, chère collègue, l'accord tripartite entre la Belgique, la France et le Royaume-Uni ne couvre en effet formellement que les trains directs Bruxelles-Londres. Nous avons décidé de revoir cet accord, mais cette révision se heurte à un problème constitutionnel français, lié aux autorisations qu'il faudrait accorder aux autorités britanniques sur le sol français.

La Belgique peut permettre un contrôle aux frontières quand les voyageurs se rendent à Londres. Tout allait bien dans ce premier cas. Or, dans la mesure où l'on s'arrête aussi à Lille, on ne peut pas autoriser ce même contrôle pour des voyageurs se rendant simplement en France.

C'est le problème qui oppose les Français et les Britanniques. En effet, ces derniers considèrent que, parmi les personnes qui n'ont pas été contrôlées à Lille, certaines continuent leur voyage vers Londres. C'est pourquoi ils aimeraient que certains de leurs policiers puissent effectuer un contrôle sur le sol français. Mais la Constitution française refuse une telle mesure, en vigueur chez nous.

Afin de combler le vide juridique qui résulte de cette situation, la Belgique et le Royaume-Uni négocient actuellement un accord bilatéral qui prévoirait une base juridique claire pour les contrôles exercés par le United Kingdom Border Agency sur les voyageurs à destination de Londres. C'est évidemment une négociation qui relève de la compétence de la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration.

Les contrôles effectués par les gardes-frontières britanniques sur les voyageurs en partance pour Lille étaient, bien entendu, incompatibles avec la législation Schengen. C'est la raison pour laquelle nous avons conçu un petit corridor que vous pourrez voir si, un jour, vous prenez le train pour Londres ou Lille. Réservé aux voyageurs intra-Schengen, il a été installé cette année pour éviter le passage devant le United Kingdom Border Agency – lequel n'est obligatoire que si vous allez à Londres. Les personnes voyageant à l'intérieur de la zone Schengen montrent uniquement leur titre de transport à la police des chemins de fer.

03.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Madame la ministre, vous confirmez donc la situation décrite. J'ai déjà interrogé Mme De Block sur les négociations en cours. De temps en temps, certains problèmes surgissent encore. Cela signifie malheureusement que tout n'a pas encore été réglé, contrairement à ce vous expliquez. Surtout, il est gênant de constater que la police belge a été poussée à effectuer des contrôles illégaux pendant de nombreuses années. Il est, par conséquent, important de comprendre ce qui s'est passé afin que certaines actions, telles que des arrestations, ne se reproduisent pas.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Vraag van de heer Tanguy Veys aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de aanpassingen aan het koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen" (nr. 12100)

04 Question de M. Tanguy Veys à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "l'adaptation de l'arrêté royal du 2 juin 2010 concernant la circulation de convois exceptionnels" (n° 12100)

04.01 Tanguy Veys (VB): Mevrouw de minister, een aantal sectoren heeft gezamenlijk een reeks aanpassingen voorgesteld aan het geldende koninklijk besluit van 2 juni 2010 betreffende het wegverkeer van uitzonderlijke voertuigen. In de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven van 25 januari 2012 stelde de staatssecretaris van Mobiliteit dat die aanpassingen bestudeerd werden in overleg met de infrastructuurbeheerders, de Gewesten, Infrabel en de geïntegreerde politie Centrex. Als gevolg van dat overleg en de beslissingen die dan zijn genomen, is er een ontwerp van wijziging van het koninklijk besluit opgesteld en voorgelegd aan de vragende sectoren, die hun opmerkingen hebben kunnen formuleren.

"Het ontwerp van tekst dat momenteel ter goedkeuring wordt voorgelegd, bevat, behalve andere maatregelen, een reeks van wijzigingen die in de lijn liggen van de voorstellen van de sectoren. Ik heb de nieuwe tekst reeds ondertekend. Hij ligt nu" – dat was op 25 januari – "bij mevrouw Milquet. Ik hoop dat in de loop van februari alles ondertekend zal zijn. De inwerkingtreding zal normaliter 1 maart of 1 april zijn", aldus de staatssecretaris.

De Federatie van Belgische Transporteurs, Febetra, liet eind mei weten dat in het dossier een doorbraak gerealiseerd werd. De teksten van het ontwerp van koninklijk wijzigingsbesluit zouden momenteel voor advies aan de Raad van State en de Gewesten zijn bezorgd, die binnen 30 dagen advies moeten geven, zodat de publicatie snel kan plaatsvinden. "Snel" moet hier tussen aanhalingstekens geplaatst worden. Ik moet er namelijk niet aan herinneren dat de staatssecretaris sprak van een inwerkingtreding op 1 maart of

1 april. Ondertussen zijn wij 1 juli voorbij.

Inzake de wetgeving van begeleidingsactiviteiten hebben Febetra, Transport en Logistiek Vlaanderen, afgekort TLV, Agoria, de Confederatie Bouw, de Vereniging van Belgische Kraanverhuurders en de Vlaamse Havenvereniging zowel bij de vorige minister van Binnenlandse Zaken als bij u aangedrongen op een aangepaste, op maat van de sector geschreven wetgeving voor het begeleiden van uitzonderlijke transporten.

Febetra zou er, naar eigen zeggen, in geslaagd zijn om de voorwaarden voor de interne begeleidingen af te zwakken, wat het aantal voertuigen en personeelsleden betreft, maar zij betreurt "dat er tot op heden geen werkelijk overleg heeft plaatsgevonden."

Mevrouw de minister, klopt het dat er geen werkelijk overleg met de begeleidingssector heeft plaatsgevonden? Zo ja, waarom niet? Op welk vlak en met welke motivatie werd niet tegemoetgekomen aan de voorstellen, kritieken en opmerkingen van de begeleidingssector?

04.02 Minister **Joëlle Milquet**: Er heeft meermaals overleg plaatsgevonden met de betrokken sectoren in de commissie Begeleiding Uitzonderlijke Voertuigen. Ik heb de verschillende vertegenwoordigers twee maanden geleden op mijn kabinet ontvangen.

De commissie is opgericht in mijn administratie met als specifiek doel de wijzigingen van de regelgeving te bespreken met de betrokken sectoren en bij hen advies in te winnen. Zij is samengesteld uit vertegenwoordigers van de sectoren, de politiediensten, de vakbonden, de FOD Binnenlandse Zaken en de FOD Mobiliteit en Vervoer. Zij is intussen 4 keer samengekomen. Ook Febetra maakt deel uit van de commissie en kan, indien zij het wenselijk acht, de commissie samenroepen om haar desiderata te bespreken. De commissie brengt systematisch verslag uit aan de minister.

Ik wens wel op te merken dat de betrokken regelgeving enkel slaat op materies die onder de bevoegdheid van de FOD Binnenlandse Zaken vallen, en dus niet op het koninklijk besluit van 2 juni 2010, dat immers onder de bevoegdheid van de FOD Mobiliteit en Vervoer ressorteert.

Er kan niet worden ingegaan op de vraag van enkele ondernemingen om de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen uit het toepassingsgebied van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid te lichten. Die wet regelt immers niet enkel privébewaking in de zin van security, maar ook in de zin van verkeersveiligheid. Zo is de begeleiding van groepen in het verkeer door privéondernemingen eveneens een bewakingsactiviteit. Hetzelfde geldt voor de controle op betalend parkeren.

Het begeleiden van uitzonderlijke voertuigen werd in 2010 onderworpen aan de wet, omdat de begeleidingsondernemingen een belangrijk pakket van begeleidingen die voorheen door de politiediensten gebeurden, zouden overnemen. Dat was een van de redenen voor de aanpassing van de wetgeving.

Ik heb recentelijk samen met andere geledingen van de bewakingssector een vertegenwoordiger ontvangen van de vereniging van ondernemingen die instaan voor de begeleiding van transporten. Ook die vereniging is van oordeel dat de begeleiding van uitzonderlijk vervoer onderworpen moet blijven aan de wet betreffende de private veiligheid. Dat neemt niet weg dat bij de totstandkoming van wijzigingen aan de uitvoeringsbesluiten bij de wet, rekening gehouden zal worden met de specificiteit van de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen, met het oog op de verkeersveiligheid.

Ik kan natuurlijk sommige aanpassingen en specificiteiten in verschillende koninklijke besluiten gieten. Ik kan echter niet de toepassing van de wetgeving inzake privéfirma's afschaffen.

04.03 **Tanguy Veys** (VB): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Wat ik daaruit kan afleiden, is dat er wel degelijk overleg heeft plaatsgevonden. De kritiek van Febetra dat er geen werkelijk overleg heeft plaatsgevonden, heeft misschien vooral te maken met kritiek van de firma's die in de sector van het uitzonderlijk vervoer actief zijn.

Ik hoop in ieder geval dat de gevraagde wijzigingen voldoende aan de kritiek door bedoelde sector tegemoetkomen. Wij spreken hier immers over een koninklijk besluit.

U wijst erop dat de meeste bepalingen van het koninklijk besluit in kwestie onder de bevoegdheid van de FOD Mobiliteit vallen.

De sector heeft te kampen met tal van problemen. Er is, enerzijds, de concurrentie uit het buitenland, die sowieso voor de hele transportsector geldt. Bovendien is er ook nog dergelijke concurrentie bij de uitzonderlijke transporten. Anderzijds, dateert het koninklijk besluit ter zake al van juni 2010 en wij zijn nu meer dan twee jaar later, terwijl de sector al zo lang vragende partij is om het KB aan te passen. Dat is nog steeds niet gebeurd..

Toen ik uw collega van Mobiliteit in januari 2012 over de kwestie heb bevraagd, verwees hij naar u, alsof het uw schuld is dat tot op heden nog steeds geen nieuwe koninklijk besluit werd gepubliceerd.

Ik zou u dan ook willen aanmanen om alsnog zo snel mogelijk een koninklijk besluit ter zake te publiceren.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "actie inzake nieuwe drugs" (nr. 12134)

- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "drugs in jongerencafés" (nr. 12203)

05 **Questions jointes de**

- M. Peter Logghe à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "les actions à entreprendre pour lutter contre les nouvelles drogues" (n° 12134)

- M. Peter Logghe à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la drogue dans les cafés pour jeunes" (n° 12203)

05.01 **Peter Logghe** (VB): Mevrouw de minister, meer dan een maand geleden heb ik u een vraag gesteld over de nieuwe drug 4-MA. Deskundigen luiden in de pers de alarmbel over die nieuwe drug die al minstens vijf mensenlevens geëist heeft. 4-MA is een verontreinigde vorm van amfetamine of speed, een oppeppende drug die vooral in het uitgaansleven populair is. De drug 4-MA werkt trager dan de normale speed waardoor de gebruikers natuurlijk geneigd zijn om nog meer te gebruiken. De effecten van de drug 4-MA zijn dubbel zo sterk. Slachtoffers kregen tot 45 graden koorts. Wetenschappelijk labs, spoedartsen en hulpverleners zijn al langer op de hoogte van het bestaan van deze rommeldrug maar bij het brede publiek was die drug tot nu toe vrij onbekend. De vrees bestaat dus dat nog meer gebruikers het slachtoffer zullen worden. Deskundigen menen dan ook dat het hoog tijd is om voor de gevaren te waarschuwen.

Het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid plaatste op zijn webstek al een korte uitleg over de drug 4-MA. Bredere initiatieven zijn er naar mij wordt gemeld niet. Dat stelt mij niet gerust, mevrouw de minister.

Ik heb dan ook enkele vragen aan u. Wij vernemen dat de minister van Volksgezondheid een KB klaar heeft dat nog in de maand juni zou verschijnen. Intussen is het echter al juli. Is dat KB intussen verschenen? Wat is de actieradius van dit KB? Slaat het op een verbod op de basis van de synthetische drugs? Daar gaat het immers uiteindelijk over. Gaat het dus meer bepaald ook over deze 4-MA?

Ten tweede, met dit KB zal de wettelijke basis aanwezig zijn om het product te verbieden. Dat is echter natuurlijk slechts een eerste stap. Het gaat vooral om een festivaldrug. Welke concrete maatregelen zult u nemen om de golf van festivals die eraan komt te beschermen tegen de bedreiging door deze 4-MA? Welke preventieve, controlerende en repressieve maatregelen zult u nemen?

Ten derde, en niet minder belangrijk, het wordt tijd dat men lessen trekt uit wat er gebeurt. Verscheidene dokters en medisch en paramedisch toppersoneel laten verstaan dat het drugsbeleid in dit land eigenlijk achterop hinkt. Nieuwe drugs worden veel te laat ontdekt. Dat zou alles te maken hebben met de beleidskeuzes en vooral met de financiering. Wordt het geen tijd om naast het drugsactieplan ook onderzoek naar de ontwikkeling van drugs financieel beter te ondersteunen? Hoeveel wordt daar momenteel gefinancierd?

Ik ga dan onmiddellijk over naar de volgende vraag over drugs en jongerencafés. Uit een steekproef van het

consumentenprogramma *Volt* blijkt dat in de toiletten van zowat elk jongerencafé cocaïne gesnoven wordt. Een reporter ging met een controlekit van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie op pad en vond in elk studentencafé, in elke disco en in elk danscafé sporen van drugs, zowel van cocaïne, van partydrugs als zelfs van synthetische drugs.

De strijd tegen drugs, het opvoeren van preventie, maar ook van repressieve middelen om de opmars van drugs – gewone en synthetische – tegen te gaan is een prioriteit in uw Nationaal Veiligheidsplan, dat u twee maanden geleden samen met minister Turtelboom in deze commissie hebt voorgesteld.

Op Vlaams niveau werd een ontradingscampagne gestart, maar het blijft wachten op het ontplooien van uw actieplan van politie en parket inzake handel en productie.

Mevrouw de minister, ten eerste, u hebt natuurlijk kennisgenomen van de resultaten van het consumentenprogramma *Volt*. Op welke manier houdt u rekening met de resultaten van dit programma?

Ten tweede, het wordt toch wel dringend tijd om met een volledig geïntegreerd actieplan naar buiten te komen en aan te duiden op welke manier politie en justitie de repressieve kant van de strijd tegen drugs zullen aanpakken.

Ten derde, uit het consumentenprogramma *Volt* bleek in elk geval dat jongerencafés en dit soort uitgaansmogelijkheden mogelijke aandachtspunten kunnen zijn. Zult u hierop focussen en in welke mate zult u hierop focussen?

Ten vierde, dan wil ik nog eens verwijzen naar de festivals. Bezorgde ouders, zoals ik, vragen zich af op welke manier er actief zal worden gecontroleerd. Worden er controlekits ingezet tijdens deze festivals of zult u andere tools gebruiken?

05.02 Minister **Joëlle Milquet**: De problematiek van de slechte kwaliteit van zogenaamde rommeldrugs is niet nieuw. Wanneer de politie een nieuwe drug in beslag neemt, laat het betrokken parket een analyse doen door een erkend labo en worden de resultaten van de labo's automatisch meegedeeld aan het departement Volksgezondheid. De minister van Volksgezondheid is namelijk bevoegd voor de aanpassing via KB, voor de lijst van de verboden producten en voor het informeren van de overheden en de bevolking. Voor nadere details hieromtrent en voor uw vraag betreffende de financiering van het drugsonderzoek verwijs ik u naar mijn collega's van Justitie en van Volksgezondheid.

Vanaf het ogenblik dat de politiediensten via de kanalen van Justitie of Volksgezondheid informatie ontvangen dat er een probleem is met een bepaalde nieuwe drug in een bepaalde regio, zullen ze hun inspanningen opdrijven, zowel inzake controles op openbare plaatsen, als inzake de opsporing van de daders. De strijd tegen de drugs, in het bijzonder de import en export van cocaïne, de productie en smokkel van synthetische drugs en het dealen van drugs werden als prioritair beschouwd.

Het criminaliteitsfenomeen wordt als prioriteit in het Nationaal Veiligheidsplan beschouwd. Na zes maanden, vóór de zomer, moeten de verschillende diensten hun actieplan beëindigen. Op basis van het Nationaal Veiligheidsplan moet elke dienst de tien prioriteiten uitoefenen. Op basis van dit plan moeten ze dus tien verschillende actieplannen hebben. Er is op dit ogenblik natuurlijk één actieplan voor de strijd tegen drugs.

Deze problematiek is uiteraard een bijzonder aandachtspunt voor de politiediensten die instaan voor de politiezorg tijdens muzikalfestivals en in de omgeving van megadancings en van jongerencafés. In samenwerking met de verschillende organisatoren voert de politie controles uit en verschaft inlichtingen voor de grote festivals. Dit was het geval in Werchter, maar ook in Dour dat volgende week plaatsvindt. Specifieke interventieacties met politie en organisatoren worden georganiseerd over drugstoezicht en preventiemaatregelen werden genomen voor de jongeren. Er wordt samengewerkt met labo's om de verschillende drugs te testen. In die context heeft de door u geciteerde *Volt*-reportage niets nieuws aan het licht gebracht.

De detectiemiddelen die tijdens een festival worden ingezet zoals drugshonden en detectiekits worden bepaald in overleg tussen de politiediensten en de bestuurlijke en gerechtelijke overheden. Elk jaar wordt nauwer samengewerkt tussen de politie en de organisatoren van de verschillende festivals.

05.03 **Peter Logghe** (VB): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik zal in elk geval een

schriftelijke vraag indienen om te polsen naar de verhoogde samenwerking met de organisatoren van festivals.

Mevrouw de minister, ik verneem dat er in overleg met de organisatoren wordt gedacht aan het inzetten van controlekits en eventueel hondenpatrouilles.

U zegt ook dat er vóór de zomer in elk geval een actieplan klaar moet zijn.

U hebt geen antwoord gegeven op mijn vraag of het KB inzake de synthetische drugs, dat in juni zou verschijnen, al is verschenen. Ik ga ervanuit dat het KB nog niet klaar is.

05.04 Minister **Joëlle Milquet**: Dat is een bevoegdheid van mevrouw Onkelinx.

05.05 **Peter Logghe** (VB): Dat gebeurt in overleg met u.

05.06 Minister **Joëlle Milquet**: Ik zal het haar vragen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06 **Vraag van de heer Michel Doomst aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het verlengen van de zonale veiligheidsplannen" (nr. 12160)**

06 **Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la prolongation des plans zonaux de sécurité" (n° 12160)**

06.01 **Michel Doomst** (CD&V): Mevrouw de minister, ik wil op de verlenging van de zonale veiligheidsplannen nog eens terugkomen, omdat wij daarover op het terrein nogal wat reacties krijgen van lokale overheden. Gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van oktober, zo hebt u al meegedeeld, worden de zonale veiligheidsplannen tot 30 juni 2013 verlengd.

Mevrouw de minister, is daarover nog verder overleg gepleegd? Wij vernemen namelijk dat een verlenging tot eind 2013 de beste oplossing zou zijn.

Is daarover al dan niet reeds een definitieve beslissing genomen?

06.02 Minister **Joëlle Milquet**: Ik heb de minister van Justitie schriftelijk gevraagd de zonale veiligheidsplannen 2009-2012 te verlengen tot 30 juni 2013. Inmiddels heeft mijn collega van Justitie op 22 juni een gunstig advies verleend inzake de verlenging met 6 maanden. Inmiddels bereidt de administratie een omzendbrief voor betreffende de indiening en de goedkeuring van de zonale veiligheidsplannen, die spoedig zal worden ondertekend en verspreid. Ik heb het dossier gisteren ondertekend.

06.03 **Michel Doomst** (CD&V): Dus *alea iacta est*. Van op het lokale terrein kwam echter de vraag de plannen nog met een half jaar verlengen, dus tot eind 2013. Maar daarvan is dus geen sprake?

06.04 Minister **Joëlle Milquet**: Er is een nieuw Nationaal Veiligheidsplan en binnenkort een nieuwe kadernota over integrale veiligheid. Een jaar is heel lang. Wij moeten de nieuwe prioriteiten toepassen. Als wij nog zes maanden wachten, verliezen wij nog meer tijd. De nieuwe meerderheden zullen vanaf 1 januari in de startblokken staan. Met een goede voorbereiding door de administratie is er voldoende tijd. Als er een probleem is, kunnen wij daarna nog beslissen te verlengen.

Ik vind het beter dat er een nieuw beleid komt, samen met een nieuw grootstedenbeleid, tegen juni 2013.

06.05 **Michel Doomst** (CD&V): Indien het tijdschema niet te strikt wordt ingevuld, lijkt mij dat wel goed.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

07 **Vraag van de heer Michel Doomst aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken**

en Gelijke Kansen over "het gezamenlijk offensief van Antwerpen en Limburg tegen de woningdiefstallenplaag" (nr. 12161)

07 Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "l'offensive commune d'Anvers et du Limbourg contre le fléau des vols dans les habitations" (n° 12161)

07.01 Michel Doomst (CD&V): Mevrouw de minister, ik was deze keer aangenaam verrast door Antwerpen en Limburg, over de wijze waarop zij een gezamenlijk initiatief hebben genomen tegen de woningdiefstallenplaag. Ik vond dit interessant en belangwekkend. Zij hebben samen een strategie opgesteld om de slaagkansen bij diefstal te verkleinen en vooral ook de pak- en straffkansen te verhogen.

Ik weet dat dit actieplan ook uw interesse wegdraagt. In hoeverre is Binnenlandse Zaken daarbij betrokken?

In hoeverre denkt u eraan, want dit lijkt mij toch wel interessant, om dat eventueel ook door andere provincies, bijgeschaafd en verbeterd, te laten overnemen? Dit was immers een initiatief dat mij zeer concreet, doelgericht en interessant leek.

07.02 Minister Joëlle Milquet: Mijnheer Doomst, natuurlijk ben ik van het actieplan op de hoogte. Mijn diensten waren betrokken partij.

Te uwer verduidelijking merk ik op dat tijdens de veiligheidsconferentie Diefstal in Woningen op 1 juni 2012 in Antwerpen in het kader van een gezamenlijk offensief tegen diefstallen in woningen het volgende werd voorgesteld: gemeenschappelijke afspraken op parketniveau werden door de vijf parketten van de provincies Antwerpen en Limburg ontwikkeld; deze gemeenschappelijke afspraken gebruiken dezelfde terminologie, dezelfde metingen en dezelfde opvolging in de verschillende arrondissementen.

Voor mij is het een aanzet om tot een eenvormig document met een maatregelenpakket te komen, waarbij de integrale en geïntegreerde werking het finale doel moet zijn en waarbij elke partner zijn verantwoordelijkheid neemt en ter zake verantwoording dient af te leggen.

Het betreft een algemeen plan en een algemene visie van de verschillende provincies alsook van mijn dienst Preventie binnen de FOD Binnenlandse Zaken.

De verfijning van het arrondissementeel actieplan van het arrondissement Antwerpen door middel van de uitwerking van een procesbeschrijving van de geïntegreerde aanpak van diefstallen in woningen werd eveneens voorgelegd.

Op de overlegmomenten ter voorbereiding van de parketonderrichtingen en de verfijning van het arrondissementeel actieplan werden mijn diensten van de FOD Binnenlandse zaken natuurlijk steeds uitgenodigd. Deze diensten werden ook steeds in kennis gesteld van de vooruitgang in het bewuste dossier.

De geïntegreerde integrale aanpak is een filosofie waarvan iedereen moet worden doordrongen. De uniforme beschrijving van de parketonderrichtingen kan ter zake dan ook van belang zijn, om iedereen mee te krijgen en de integrale, geïntegreerde filosofie en de werkwijze in de aanpak te stroomlijnen.

U hebt ook andere vragen, zoals in welke mate de provinciale en lokale overheden door Binnenlandse Zaken worden ondersteund. Wij hebben een uitwisseling van studies en een gezamenlijke voorbereiding. Natuurlijk speelt ook het CIK een rol. Het CIK geeft ondersteuning aan de verschillende arrondissementen.

Op basis van de resultaten van het interessante actieplan – het is ook mijn visie dat wij absoluut meer moeten samenwerken tussen de verschillende provincies en arrondissementen – zullen wij deze werkwijze promoten en steunen.

Als men iets meer nodig heeft, kunnen wij onze steun geven. Het is echt een goed project dat kan rekenen op onze steun en betrokkenheid.

07.03 Michel Doomst (CD&V): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Wij moeten hiermee doorgaan, want lokaal is men echt bezig met die inbraakplaag. Er was vandaag nog nieuws uit Overijse waar men nieuwe dingen zoekt om oplossingen te vinden. Ik dring er dus echt op aan dat

wij met de lokale instanties concrete suggesties en proefondervindelijke ervaringen uitwisselen. Op het terrein is de nood aan actie en preventie met resultaat bijzonder groot.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van de heer Michel Doomst aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het Nationaal Integriteitssysteem" (nr. 12162)

08 Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le Système National d'Intégrité" (n° 12162)

08.01 Michel Doomst (CD&V): Het lijkt mij interessant om weten hoe ver het staat met het onderzoek naar de nationale integriteit, dat blijkbaar door Transparency International Belgium – een lokale tak van een wereldwijde ngo – en door een aantal professoren werd gevoerd via het Nationaal Integriteitssysteem. Op die manier wil men een concreter zicht krijgen op de echte gevoeligheid van het gerecht, de politieke partijen, de politie en de media inzake corruptie en integriteit.

U hebt bij de voorstelling van dat onderzoeksrapport aangetoond dat de toestand verbetert. Kunt u een reactie geven op dat onderzoeksrapport? Welke maatregelen overweegt u om de toestand te verbeteren? In hoeverre wordt ter zake samengewerkt met andere departementen, zoals Justitie?

08.02 Minister Joëlle Milquet: De analyse die werd uitgevoerd door de ngo Transparency International Belgium in samenwerking met drie Belgische universiteiten, is een relevante documentatiebron en kan aanzetten tot nadenken en debat. Ze kan zelfs nieuwe initiatieven bevorderen die de transparantie en integriteit in het Belgische openbare en economische leven in de hand werken.

De auteurs geven zelf toe dat de analyse op geen enkele wijze kan worden beschouwd als een definitief antwoord op de vele kwesties die verband houden met nationale integriteitssystemen. Toch zal ik bijzondere aandacht besteden aan de evaluatie met betrekking tot de diensten die verantwoordelijk zijn voor de handhaving van de wetten en met betrekking tot de diensten die betrokken zijn bij de bestrijding van corruptie, met name de centrale diensten voor corruptiebestrijding. In het verlengde van de evaluatie vind ik als minister twee aanbevelingen prioritair: de versterking van de integriteitscontrole en de herziening van het tuchtstatuut van het personeel van de geïntegreerde politie, waarvoor reeds initiatieven zijn gestart.

Welke initiatieven heb ik al genomen en zal ik nemen ter versterking van de integriteitscontrole?

Ten eerste, heb ik het Comité P een evaluatie en aanbevelingen gevraagd met betrekking tot de integriteitscontrole, inclusief inzake overheidsopdrachten en modaliteiten voor financieel beheer zoals toegepast door de beleidsdiensten van de politiediensten.

Ten tweede, wil ik bij de federale politie een echt integriteitsbeleid inzake de uitgaven, gebaseerd op zeer concrete doelstellingen. In overeenstemming met de aanbevelingen van de federale politieraad pleit ik voor de oprichting van een gemeenschappelijke dienst Interne Controle bij het commissariaat-generaal met het oog op de versterking en de harmonisering van de procedures inzake audit en controle van de centrale diensten van de federale politie. Ik pleit ook voor methodologische ondersteuning van heel de geïntegreerde politie. Voorts wil ik de daadwerkelijke uitvoering van rondzendbrief CP3 van maart 2011 betreffende de interne controle bij de geïntegreerde politiediensten versnellen.

Zoals vermeld in het Nationaal Veiligheidsplan 2012-2015 vormt de interne controle een essentieel onderdeel van goed bestuur. In dat kader werd een werkgroep opgericht om een praktische gids te ontwikkelen om verantwoordelijken te helpen bij het ontwikkelen van interne controlesystemen en om het gebruik van soortgelijke methodes te bevorderen. Ook de werking, de organisatie en de uitvoering van de taken van de algemene inspectie van de politiediensten moeten worden geoptimaliseerd om de kwaliteit en de snelheid van de toezichthoudende taken te vergroten. Dus kan toezicht op de uitvoering van de interne controle conform rondzendbrief CP3 worden toegewezen aan die inspectiedienst.

Een van de aanbevelingen luidt om de capaciteit voor de strijd tegen corruptie te versterken. Welnu, die capaciteit kan niet worden gemeten enkel en alleen in termen van personeel van de centrale diensten voor corruptiebestrijding. In feite worden dat soort onderzoeken specifiek toegewezen aan de CDCB en de financiële afdelingen van de gerechtelijke directies van de federale gerechtelijke politie. Bovendien wordt het

onderzoek, indien het corruptie van een politieambtenaar betreft, toegewezen aan het Comité P of de algemene inspectie.

Ik heb dit jaar de aanwerving van 32 gespecialiseerde hoofdinspecteurs bij de CDCB toegestaan om de financiële afdeling van de FGP te versterken. De gespecialiseerde inspecteurs moeten minstens een bachelordiploma boekhouden, fiscaliteit, handel, economie of financiën hebben.

Ten slotte ben ik van plan een detectie op te starten over de wijze waarop de effectiviteit van de CDCB kan worden versterkt, waarbij ik rekening zal houden met de voorstellen ter verbetering in het ontwerp.

08.03 Michel Doomst (CD&V): Dank u, mevrouw de minister, voor het heel concrete antwoord.

Er staan duidelijk allerhande maatregelen en interessante projecten in de steigers. Ik neem aan dat die nog dit jaar zullen worden geïmplementeerd?

Heb ik het goed begrepen dat de aanwervingsprocedure voor 32 hoofdinspecteurs lopende is en dus nog dit jaar wordt afgerond? (*Instemming van de minister*)

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de verhuisplannen van de federale politie naar het Rijksadministratief Centrum te Brussel" (nr. 12139)

09 Question de M. Koenraad Degroote à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le projet de déménagement de la police fédérale vers la Cité administrative de l'État à Bruxelles" (n° 12139)

09.01 Koenraad Degroote (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, de federale politie verhuisde in 2005 naar de Kroonlaan in Elsene. Toen werd deze omvangrijke verhuisoperatie aangeprezen omdat deze zorgde voor een centralisatie van de federale krachten te Brussel. Nu dringt de federale politie er blijkbaar bij de Regie der Gebouwen op aan om te kunnen verhuizen naar een nieuwe locatie, met name de site waar vroeger het Rijksadministratief Centrum gevestigd was.

Doordat de Regie der Gebouwen het niet eens is met het plan van de federale politie om binnen de tien jaar te herlocaliseren hebben beide onderhandelende partijen een akkoord gesloten over een verdeelsleutel die veeleer nadelig is voor de federale politie. Andere budgetposten, naar verluidt zelfs die van veiligheid, worden doorgeschoven naar de post om dit gebouw te realiseren. Ondertussen wordt ook gevreesd voor een opzegvergoeding bij de site in de Kroonlaan die zou oplopen tot tientallen miljoenen euro. Om de kosten van deze verhuisoperatie te stutten zou zelfs de verkoop van een derde site, de site Gêruzet, overwogen worden, terwijl die nog volop in gebruik is. Ten slotte wordt gevreesd dat de ruimte in de gebouwen van de site van het oude Rijksadministratief Centrum te beperkt is.

Vandaar de volgende vragen. Kunt u informatie geven over de verdeelsleutel die afgesproken is tussen de Regie der Gebouwen en de federale politie voor de site van het oud Rijksadministratief Centrum? Welke verdeelsleutel wordt er normaal gebruikt?

Ten tweede, wat was de kost voor de verhuis naar de Kroonlaan? Wat is de kost van een verhuis naar de nieuwe site?

Ten derde, welke kosten, in absolute cijfers, moet de politie dragen voor het gebouw op de nieuwe site, met name het oude Rijksadministratief Centrum? Hoeveel zouden de kosten bedragen van een eventueel afkopen van het huurcontract aan de Kroonlaan? Wat is de grootte van de voorziene ruimte in de Kroonlaan en op de nieuwe site van het oud Rijksadministratief Centrum in vierkante meter? Klopt het dat er overwogen wordt de kazerne op de site Gêruzet te verkopen?

Tot slot, vindt u een dergelijke manier van omgaan met de budgetten van de politie geoorloofd?

09.02 Minister Joëlle Milquet: Mijnheer de voorzitter, collega's, de financiële verdeelsleutel voor het RAC-

gebouw werd als volgt vastgelegd: Regie der Gebouwen ongeveer 17 miljoen euro, federale politie 12 miljoen euro en de eigenaar 6 miljoen euro. Deze verdeelsleutel is conform de specifieke behoeften van de politie wat betreft de beveiliging van het gebouw.

Ten tweede, de kosten voor de verhuis van de federale politie naar de Kroontuinen bedroegen voor de eerste installatiewerken 2,3 miljoen en 210 000 euro voor de verhuis van het materiaal.

Ten derde, de kostprijs van de verhuis van het materiaal naar het RAC-gebouw wordt geschat op ongeveer 1,2 miljoen euro.

Het afkopen van het huurcontract in de Kroonlaan is niet aan de orde vermits dit gebouw door de federale politie bezet zal blijven en het contract pas bij de afloop ervan in 2013 zal worden opgezegd.

De totale gehuurde oppervlakte in de Kroonlaan bedraagt ongeveer 29 000 m² en er zijn 275 ondergrondse parkeerplaatsen. De gehuurde oppervlakte van het RAC-gebouw bedraagt ongeveer 66 000 m² met 647 parkeerplaatsen.

Er wordt inderdaad overwogen om een gedeelte van het kwartier Gêruzet te koop aan te bieden. Het gedeelte dat voor de politie behouden moet blijven, moet nog correct worden afgelijnd. Ook het grootste gedeelte van het kwartier Kroonlaan zal te koop worden aangeboden, vermits de aldaar gevestigde diensten eveneens zullen verhuizen naar de Kroontuinen en/of het RAC-gebouw.

Ten slotte zullen ook de diensten van de federale politie, die momenteel zijn gehuisvest in het gehuurde gebouw Atrium en de IBM-toren, worden gecentraliseerd in het RAC-gebouw. Persoonlijk heb ik mijn twijfels over de voordelen van deze centralisatie en vraag ik mij af of de centrale ligging van het RAC-gebouw de kostprijs van deze operatie verantwoordt. Dat is echter mijn persoonlijke mening.

09.03 Koenraad Degroote (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor het omstandige antwoord en het cijfermateriaal. Ik stel vast dat u de twijfel uit die ik zelf ook voel. Ik zal de cijfers bestuderen en analyseren om hierop later eventueel terug te komen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

10 Vraag van de heer Michel Doomst aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de informatiecampaagne over diefstallen met list" (nr. 12169)

10 Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la campagne d'information sur les vols à la ruse" (n° 12169)

10.01 Michel Doomst (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, hoe ver staat u met de geplande informatiecampaagne inzake diefstallen met list?

Diefstallen met list gebeurt vaker en vaker, vooral bij oudere mensen, waarbij iemand zich voordoeft als politieagent, postbode, meteropnemer, verhuizer of klusjesman aan huis. Onlangs heb ik bij ons meegemaakt dat men een helpende hand toestak aan mensen die een huis aan het leegmaken waren en die de indruk gaven van een verhuisfirma te zijn.

De campagne "Laat U Niet in de Luren Leggen" zou toch wel nuttig kunnen zijn. Hoe ver staat u met die campagne? Wat wordt er verwacht van de lokale besturen? Hoe zal men proberen de bewuste doelgroep te benaderen?

10.02 Minister Joëlle Milquet: Mijnheer de voorzitter, ik heb een uitgebreide en lange nota over de informatiecampaagne.

De focus van de campagne ligt op de herkenbaarheid van de echte politieman of -vrouw. Daarnaast focussen wij ook op de herkenbaarheid van de echte meteropnemers van de netoperatoren voor gas en elektriciteit, zoals Eandis, Infrax, ORES, Imetrix of Resa.

De doelgroep van de senioren wordt op twee verschillende manieren benaderd. Enerzijds, gebeurt dit

rechtstreeks door een brochure en door middel van vijf politiemagneten. Anderzijds, gebeurt het onrechtstreeks via een update van de map "Meer Veiligheid voor Senioren, wat kunnen gemeenten hiervoor doen", een powerpointpresentatie Diefstal met List en een videospot Diefstal met List.

In de brochure wordt uitgelegd hoe echte politieagenten er uitzien en hoe ze met de burger in contact treden, wie de meterstand komt opmeten en hoe dit gebeurt. Er worden ook algemene tips meegegeven die senioren helpen als een onbekende of valse bekende aanbelt aan de deur.

Ten slotte maakt een handige steekkaart het mogelijk om alle nuttige contactgegevens van de wijkagent van de politie, het meteropnamebedrijf, energieleveranciers, brandweer, dokter, verpleger enzovoort op te lijsten. Op de magneet, in de vorm van een kaartspel, wordt telkens een agent afgebeeld.

Onderaan de magneten wordt in een tip aangegeven wat de politie niet doet als zij in contact treedt met de burger. De map "Meer veiligheid voor senioren, wat gemeenten hiervoor kunnen doen" wordt aangevuld met een tweede deel "Diefstal met list". Hierin wordt ingegaan op het fenomeen van de diefstal met list in al zijn vormen: een analyse van het probleem, bespreking van de modus operandi enzovoort.

Ik heb ook nog aanvullende informatie. Ik zal u mijn nota overhandigen.

10.03 Michel Doomst (CD&V): Dit loopt, mevrouw de minister?

10.04 Minister Joëlle Milquet: ... (zonder micro).

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

11 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de kosten van de inzet van politie bij grote evenementen" (nr. 12202)

11 Question de M. Peter Logghe à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le coût du recours aux forces de police lors d'évènements importants" (n° 12202)

11.01 Peter Logghe (VB): Mevrouw de minister, er was nogal wat commotie over de mededeling dat u werkt aan een wetsontwerp om bedrijven en organisatoren van grote evenementen voortaan te laten betalen voor de inzet van de federale politie.

U zou een lijst opstellen met alle opdrachten van ordehandhaving en preventie waarvoor de federale politie voortaan een vergoeding zou vragen. Het zou dan niet alleen gaan om sportwedstrijden en muziektfestivals; het zou ook kunnen gaan om het in goede banen leiden van het verkeer of de controle op druggebruik van festivalgangers. Er is commotie omdat tot hertoe het publiek ervan uitging dat de openbare diensten er waren voor het algemeen nut. Wij betalen met zijn allen belastingen voor juist die zaken van algemeen nut.

Op welke basis rechtvaardigt u de principiële beslissing om het optreden van de federale politie bij evenementen en zelfs bij het in goede banen leiden van het verkeer betalend te maken? In de pers stond iets over een zoektocht naar nieuwe inkomsten, maar ik kan me niet indenken dat u zo cynisch zou zijn. Waarom dus deze voorstellen?

Is die lijst van ordehandhaving en preventie waarvoor de federale politie in de toekomst een vergoeding zou kunnen vragen, klaar of wanneer zal hij eventueel klaar zijn? Hoeveel inkomsten denkt u met uw voorstellen te genereren?

Zo kom ik tot een volgend principiële punt. Stel dat ik een groot evenement, een muziektfestival organiseer. Uw wetsontwerp komt er dan op neer dat ik als organisator van het evenement de veiligheid van iedereen in gevaar zou brengen omdat ik, bijvoorbeeld uit financiële overwegingen, geen politie bestel. Ik kan mij moeilijk indenken dat u dit voor mogelijk houdt. Het heeft immers enorme gevolgen op het vlak van aansprakelijkheid. Hoe ziet u dat?

In het persbericht is er sprake van het in goede banen leiden van het verkeer. Op wie zal men, bijvoorbeeld in dat concreet geval, de factuur afwentelen? Op de gebruiker van de openbare weg, die er waarschijnlijk niets aan kan doen dat er file is of dat er werken zijn? Op de inrichter van de werken, die ook maar handelt

in opdracht? Zult u dit op de gemeenten en steden afwentelen, of op de Gewesten?

11.02 Minister **Joëlle Milquet**: Wij hebben dit debat twee weken geleden al in de commissie gevoerd tijdens de goedkeuring van de nieuwe wetgeving.

Momenteel is er nog geen lijst voorhanden met opdrachten van de bestuurlijke politie waarvoor de federale politie een vergoeding kan innen. Er wordt in dit verband een koninklijk besluit gefinaliseerd in dezelfde voorzichtige filosofie als het uitvoeringsbesluit voor de lokale politie op grond van artikel 90 van de wet op de geïntegreerde politie.

Ik zal niet nalaten het in detail aan het Parlement uit te leggen na de goedkeuring door de regering. Er is in elk geval geen sprake van het betalend maken van de basisopdrachten van de politie. De lijst zal specifieke gevallen op basis van limitatieve vastgelegde opdrachten bevatten.

11.03 **Peter Logghe** (VB): U zegt dat een koninklijk besluit wordt gefinaliseerd. Dat zal allicht niet meer voor het parlementaire reces zijn. Zal het voor oktober zijn? (*Instemming van de minister*)

U zegt de basisopdrachten van de politie niet betalend te zullen maken. Ik veronderstel dat het in goede banen leiden van het verkeer een basisopdracht is. Wij komen er in elk geval nog uitgebreid op terug. Het is toch een fundamenteel debat.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 12233 van de heer Francken wordt uitgesteld.

12 **Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de Raad van Roma, Sinti en Woonwagenbewoners en de nationale strategie voor integratie van de Roma" (nr. 12382)**

12 **Question de Mme Karin Temmerman à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le Conseil des Roms, Sinti et Gens du Voyage, et la stratégie nationale d'intégration des Roms" (n° 12382)**

12.01 **Karin Temmerman** (sp.a): Mevrouw de minister, ik heb u al een paar keer gevraagd welke vorderingen u hebt gemaakt met de oprichting van de raad van Roma en het uittekenen van een nationale strategie met betrekking tot de Roma.

Mijn vraag is al een tijdje geleden opgesteld. Ik ben alvast verheugd dat beide initiatieven nu eindelijk zijn gelanceerd.

Kunt u de voornaamste lijnen van de Belgische strategie voor de integratie van Roma toelichten?

Heeft de Europese Commissie reeds opmerkingen geformuleerd bij de Belgische strategie?

Wat zijn de plannen van de andere lidstaten? Verschillen ze op bepaalde vlakken van het Belgische actieplan?

Wordt de Raad van Roma, Sinti en Woonwagenbewoners, zoals hij nu is opgericht, gesteund door de drie verschillende gemeenschappen? Enkele maanden geleden waren er ter zake immers nog een aantal kritische opmerkingen.

Wie maakt deel uit van de raad? Zijn het de woordvoerders van de Roma, de Sinti en de woonwagenbewoners of zijn het verkozenen? Hoe zal men te werk gaan?

Is er voldoende overleg en inspraak met de gemeenschap geweest?

Een van de doelstellingen van de raad is de participatie van Roma en woonwagenbewoners te verzekeren. Op welke manier meent u dat wij die participatie tot een goed einde kunnen brengen?

Kan de raad ook adviezen uitbrengen? Is voor het uitbrengen van dergelijke adviezen een periodiciteit afgesproken?

Ik dank u alvast voor uw antwoord.

12.02 Minister **Joëlle Milquet**: Ik wens er, ten eerste, op te wijzen dat het de Roma, de Sinti en de woonwagenbewoners zelf zijn, die de raad hebben opgericht. Ik heb zelf niets opgericht. Ik verleen hun enkel mijn politieke steun. Zij hebben twee weken geleden de oprichting van de Romaraad aangekondigd.

De regeringssteun in het algemeen is gebaseerd op de tien gemeenschappelijke basisprincipes voor de inclusie van Roma, van het Europese Romaplatform, waarin duidelijk opgenomen is dat de actieve participatie van Roma vereist is. Voorts beroepen wij ons op de communicatie van de Europese Commissie van 5 april 2011 met als titel "10 jaar om het verschil te maken, een Europees kader voor nationale Roma-integratiestrategie tegen 2020". De Commissie stelt daarin dat de nationale strategieën voor de integratie van Roma uitgetekend, ten uitvoer gebracht en gestuurd moeten worden in nauwe samenspraak en in voortdurende dialoog met de Roma. Onze steun vindt zijn grondslag ook in onze nationale strategie voor de integratie van de Roma, die in maart jongstleden aan de Commissie bezorgd werd – dat was een plicht voor België – en waarin de oprichting van de Romaraad is opgenomen. Die strategie werd goedgekeurd in de Interministeriële Conferentie Sociale Integratie, en dus met de instemming van elk beleidsniveau.

Ten slotte verwijs ik naar de communicatie van de commissie van 21 mei 2012, waarin het rapport van de evaluatie van de verschillende nationale strategieën bekendgemaakt werd. De oprichting van de Raad voor Roma, Sinti en Woonwagenbewoners wordt daarin als een positief element van de Belgische strategie beschouwd.

In een brochure heeft de raad de volgende taken opgenomen: samenwerking met de autoriteiten op lokaal, regionaal en federaal niveau om de integratie van de Roma te bevorderen; aanbevelingen en advies aan Belgische overheden; toegang tot het onderwijs, de gezondheidszorg en werkgelegenheid; strijd tegen discriminatie; participatie van de Roma en sensibilisering van de Belgische samenleving voor de gewoontes en tradities van de Roma.

De raad is op een democratische manier samengesteld. Er werd rekening gehouden met de verschillende groepen. Er is een Nederlandstalige woordvoester aangesteld, die zelf woonwagenbewoonster is, en een Franstalige woordvoerder, die van Oost-Europese afkomst is. Zij spreken Nederlands, Frans, Engels en Romani.

Mag ik u eraan herinneren dat op 21 maart 2011 de interministeriële werkgroep Roma werd opgericht – uw collega Dave Van Oosterwyck kan u wellicht alle data bezorgen, vermits hij op alle vergaderingen aanwezig was –, dat de Romaraad sinds het begin ter sprake is gekomen, dat de raad reeds betrokken werd bij het opstellen van de nationale strategie voor de integratie en dat de Raad voor Roma, Sinti en Woonwagenbewoners goed samenwerkt met het Minderhedenforum?

12.03 **Karin Temmerman** (sp.a): Mevrouw de minister, dank u voor uw antwoord.

Ik vind het een goeie zaak dat de raad opgericht is. Ik hoop wel dat de steden en gemeenten betrokken zullen worden bij de strategieën die de federale overheid ontwikkelt. Uiteindelijk zullen zij voor de meeste begeleidende maatregelen moeten zorgen. De raad behoort te weten dat het heel belangrijk is met de plaatselijke autoriteiten afspraken te maken.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

13 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Ben Weyts** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de directeur van de federale gerechtelijke politie in Brussel" (nr. 12259)

- de heer **Stefaan Van Hecke** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het tuchtonderzoek naar Glenn Audenaert, directeur van de federale gerechtelijke politie" (nr. 12381)

- de heer **Olivier Maingain** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke

Kansen over "het vervolg van het onderzoek tegen Glenn Audenaert, directeur van de gedeconcentreerde gerechtelijke directie BHV van de federale gerechtelijke politie" (nr. 12481)

13 Questions jointes de

- M. Ben Weyts à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le directeur de la police judiciaire fédérale de Bruxelles" (n° 12259)

- M. Stefaan Van Hecke à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "l'enquête disciplinaire concernant Glenn Audenaert, directeur de la police judiciaire fédérale" (n° 12381)

- M. Olivier Maingain à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "les suites de l'enquête visant le directeur de la direction judiciaire déconcentrée de la Police judiciaire fédérale pour BHV, Glenn Audenaert" (n° 12481)

13.01 Ben Weyts (N-VA): Mevrouw de minister, het gaat hier om de zaak rond de directeur van de federale gerechtelijke politie in Brussel.

Ik ga even terug in de tijd vermits er in 2010 al een evaluatiecommissie is geweest die de prestaties van de directeurs van de federale gerechtelijke politie tegen het licht heeft gehouden. De betrokkene, de heer Audenaert, kreeg daar een voldoende. Excuseer, hij kreeg zelfs de kwalificatie goed. Toch werd hij niet herbenoemd, onder meer omdat er diverse onderzoeken liepen, onder andere van het Comité P. Op 1 februari 2011 werden uiteindelijk de mandaten van de directeurs van de gerechtelijke politie hernieuwd, behalve dat van de heer Audenaert. Het ging zelfs zover dat hij op basis van de politiewet dreigde met een ingebrekestelling van de toenmalige minister van Justitie, Stefaan De Clerck.

Vandaag is er een ander momentum. Ik meen dat het imago van de politie niet gebaat is bij de diverse lekken en geruchten die vandaag de ronde doen. Vooral voor het politie-imago is dat een spijtige zaak.

Mevrouw de minister, ik heb enkele vragen voor u. Hoeveel onderzoeken lopen er nog tegen de directeur van de federale recherche in Brussel? Kunt u, gelet op de diverse en soms tegenstrijdige perslekken, toelichting verschaffen bij de onderzoeken? Wanneer voorziet men het afsluiten van deze onderzoeken?

Intussen zijn deze vragen natuurlijk mogelijkerwijze al achterhaald. Er moet echter alleszins duidelijkheid komen voor deze man, zijn korps en de buitenwacht.

Tot slot, hebben de onderzoeken uit het verleden – los van eventuele strafrechtelijke feiten – aanleiding gegeven tot het in vraag stellen van het functioneren van de directeur in die hoedanigheid?

Ik ben immers enigszins verrast over u plotse kordate optreden met betrekking tot de schorsing van vier maanden die u quasi onmiddellijk hebt uitgesproken. Uit de pers blijkt nu dat er in het verleden ook andere onderzoeken zijn geweest waarbij het openbaar ministerie tot de conclusie is gekomen dat de feiten bewezen doch verjaard waren. Het zou onder meer gaan over reizen naar Mexico, blijkbaar betaald door derden maar benut door de betrokkene.

Waarom zijn er toen geen tuchtrechtelijke maatregelen getroffen? Heeft dat misschien te maken met het feit dat er toen geen ruchtbaarheid aan is gegeven in de media en vandaag wel?

13.02 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, de feiten zijn al geschetst door de vorige sprekers.

Voor een stuk is de vraag al gedateerd. Ik heb mijn vraag immers ingediend toen aangekondigd werd dat er een tuchtonderzoek zou worden opgesteld. Ondertussen weten wij dat er een nieuwe beslissing is genomen, houdende de schorsing van de betrokkene gedurende vier maanden.

Mevrouw de minister, de volgende concrete vragen zijn wel nog relevant.

Op grond van welke informatie hebt u de beslissing genomen om het tuchtonderzoek te starten en om ook een schorsing uit te spreken? Wij hebben enkele gegevens daaromtrent kunnen lezen in de pers. Zijn die gegevens correct? Kunt u eventueel ook andere elementen meegeven?

Ook essentieel in dezen, lijkt mij de vraag welke impact het onderzoek heeft op de leiding van de federale gerechtelijke politie. Wat er in die zaak ook gebeurt, ik vind het in ieder geval belangrijk dat de leiding

gegarandeerd blijft. Kunt u ons uitleggen hoe een goede leiding nog altijd gegarandeerd wordt?

13.03 Minister **Joëlle Milquet**: Hier geldt natuurlijk het beroepsgeheim en de scheiding der machten. Dit is ook een lopende gerechtelijke zaak. Ik zal dus heel voorzichtig in mijn antwoord zijn.

Op basis van de informatie die de gerechtelijke overheden mij hebben bezorgd, na overleg met mijn collega van Justitie en na de hoorzittingen van de heer Audenaert, hebben ik en mevrouw Turtelboom beslist om de heer Audenaert voorlopig voor een periode van 4 maanden vanaf 15 juni 2012 te schorsen.

Ik ben niet op de hoogte van de vroegere procedures. Toen was ik geen minister van Binnenlandse Zaken.

Voor nadere inlichtingen over het gerechtelijk onderzoek verwijs ik u naar mijn collega van Justitie.

De continuïteit van de dienst wordt tijdens de afwezigheid van de directeur door de adjuncten van de directeur verzekerd.

Helaas kan ik hieraan niets meer toevoegen.

13.04 **Ben Weyts** (N-VA): Mevrouw de minister, u bent als minister niet op de hoogte van onderzoeken die destijds gevoerd zijn.

13.05 Minister **Joëlle Milquet**: Ik heb gezegd dat ik voor mijn aanstelling als minister van Binnenlandse Zaken niet op de hoogte was van de verschillende procedures op dat ogenblik. Ik werk vanaf december en ik heb het over deze periode en over de beslissingen die ik heb genomen.

13.06 **Ben Weyts** (N-VA): Ook al was u toen nog niet bevoegd, u hebt ongetwijfeld kennis van de onderzoeken die zijn afgesloten en zonder strafrechtelijk gevolg geklasseerd. Eigenlijk had men daaraan toen een tuchtrechtelijk gevolg moeten geven.

Nu wordt, terecht, kordaat opgetreden en een schorsing van 4 maanden wordt uitgesproken. Het verbaast mij dat dit in 2011 niet is gebeurd. Een onderzoek van het openbaar ministerie werd zonder strafrechtelijk gevolg geklasseerd vanwege de verjaring van de feiten en niet vanwege het gebrek aan bewijsvoering.

Als toen geen tuchtrechtelijke gevolgen aan dat onderzoek werden verbonden, heeft dat te maken, vrees ik – dat is een persoonlijke gevolgtrekking maar vermits u ze niet tegenspreekt weet ik niet wat ik ermee aan moet – met het feit dat daaraan geen ruchtbaarheid werd gegeven in de media.

Vandaag wordt wel tuchtrechtelijk opgetreden. Ik vind het een vreemde werkwijze dat toen niet werd opgetreden en nu wel.

Nogmaals, ik denk dat u hier goed gehandeld heeft, maar ik denk ook dat u heel goed weet dat in 2011 er ook aanleiding was om toen al gerechtelijke maatregelen te nemen en dan hadden we misschien meer kunnen voorkomen.

13.07 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Mevrouw de minister, we zijn natuurlijk niet echt veel te weten gekomen, maar ik begrijp ook dat u op dit moment niet nader in detail kan treden, gelet op het geheim van het onderzoek. Ik hoop alleen dat er snel duidelijkheid zal komen in deze zaak, zodat iedereen weet wat er van aan is en wat niet.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

14 Questions et interpellations jointes de

- **M. Denis Ducarme à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "les derniers développements exprimés par la ministre en matière de lutte contre le radicalisme" (n° 12264)**

- **Mme Nahima Lanjri à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "les éventuelles poursuites contre le leader de Sharia4Belgium" (n° 12270)**

- **M. Rachid Madrane à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur**

"l'interdiction des organisations extrémistes et des sites internet faisant l'apologie de la violence" (n° 12293)

- M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "les déclarations relatives au plan d'action contre le radicalisme" (n° 12399)

- M. Jan Van Esbroeck à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la radicalisation" (n° 51)

- M. Jan Van Esbroeck à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la radicalisation croissante et la politique de réaction à chaud" (n° 57)

14 Samengevoegde vragen en interpellaties van

- de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de jongste uitspraken van de minister inzake de strijd tegen het radicalisme" (nr. 12264)

- mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de mogelijke maatregelen tegen de leider van Sharia4Belgium" (nr. 12270)

- de heer Rachid Madrane aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het verbieden van extremistische groeperingen en van websites die geweld verheerlijken" (nr. 12293)

- de heer Michel Doomst aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de uitspraken omtrent het actieplan tegen radicalisme" (nr. 12399)

- de heer Jan Van Esbroeck tot de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de radicalisering" (nr. 51)

- de heer Jan Van Esbroeck tot de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de toenemende radicalisering en de gevoerde steekvlampolitiek" (nr. 57)

De **voorzitter**: De vraag van de heer Ducarme is zonder voorwerp.

14.01 Nahima Lanjri (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, mijn vraag is al deels achterhaald, want zij dateert van vóór de besprekingen in de commissie en in de plenaire vergadering. Zij komt vandaag pas aan bod, en ik zal ze dus lichtjes aanpassen aan de hand van de antwoorden die wij intussen wel of niet gekregen hebben. Grosso modo blijven mijn vragen wel overeen.

Welke concrete maatregelen wil de regering ter zake nemen, rekening houdend met de werkzaamheden in de commissie?

Wij lezen vandaag in de krant dat het openbaar ministerie, meer bepaald federaal procureur Johan Delmulle en de Gentse procureur-generaal Anita Harrewyn, niet te vinden zijn voor het wettelijk verbieden van organisaties, maar veeleer een aantal andere maatregelen voorstellen, zoals de verhoging van de straffen voor het aanzetten tot haat en discriminatie. Men wil ook het lidmaatschap van groepen die herhaaldelijk aanzetten tot geweld en haat ten aanzien van homo's, moslims en vrouwen, strafbaar stellen. Er wordt voorts voorgesteld alle haatboodschappen, ook die op een website, die nu in principe een assisenzaak vergen, in de correctionele rechtbank te behandelen. Ten slotte wil men een hardere aanpak van personen die zich inlaten met het maken van bomrecepten en dergelijke.

Kortom, het openbaar ministerie stelt een andere aanpak voor. Bent u die aanpak genegen? Wat is uw reactie op deze voorstellen?

Wat is uw reactie op wat Jozef De Witte, de directeur van het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding, heeft gezegd? Hij stelt dat preventief verbieden op zich niet goed is en dat men enkel mag optreden wanneer er strafbare feiten gepleegd zijn.

Wat vindt u van de huidige middelen die wij hebben? Waar moet het huidig wettelijk arsenaal versterkt worden om adequaat te kunnen optreden tegen organisaties als Sharia4Belgium?

Ik meen dat het nooit goed kan zijn te handelen met het oog op één bepaalde organisatie. Het gaat over alle organisaties van dat genre, dus evengoed over organisaties als Blood&Honour, waartegen uiteraard ook maatregelen moeten worden getroffen.

14.02 Rachid Madrane (PS): Monsieur le président, madame la ministre, à la suite des événements survenus à Molenbeek ces dernières semaines, vous avez annoncé votre intention de renforcer la lutte contre le radicalisme et l'extrémisme. Vous nous avez expliqué que vous vouliez revoir le cadre légal, afin d'interdire les associations radicales et bloquer les sites internet faisant l'apologie de la violence et de la

haine.

Outre ces initiatives législatives, vous avez également expliqué que les polices locales et fédérale allaient recevoir une formation sur le phénomène de radicalisation et que les centres culturels, les mosquées, les prisons et les chaînes de télévision ou radio seraient également sensibilisés au problème. Par ailleurs, vous avez aussi déclaré que vous vouliez renforcer l'aide apportée aux "acteurs de première ligne", comme les professeurs et les parents. Pour terminer, vous avez également annoncé que vous comptiez contrôler davantage la délivrance des visas afin de déceler des soupçons de radicalisation.

Madame la ministre, faisant suite à vos déclarations de ces derniers jours, j'aurais plusieurs questions à vous poser. Tout d'abord, est-il exact que vous voulez interdire tous les types d'associations et de groupuscules radicaux: idéologiques, confessionnels ou non confessionnels?

En ce qui concerne l'interdiction de sites internet appelant à la haine et à la violence, comptez-vous interdire tous les sites internet pouvant être consultés en Belgique ou ceux étant hébergés en Belgique? À ce propos, comment comptez-vous agir en la matière? Comptez-vous notamment renforcer les effectifs des CCU (*Computer Crime Unit*)?

On sait que la criminalité informatique n'a pas de frontière et que les moyens dont dispose un seul pays sont limités. Dès lors, ne pensez-vous pas qu'une coopération UE en la matière est nécessaire, afin d'obtenir des résultats tangibles? Comptez-vous prendre des initiatives en ce sens?

En ce qui concerne la formation à destination des policiers, pouvez-vous m'en dire davantage à ce sujet? En quoi consistera-telle?

Au sujet de la sensibilisation des centres culturels, des mosquées, des prisons et des chaînes de télévision ou radio par rapport à la montée des radicalismes, à quel type de sensibilisation pensez-vous? Pouvez-vous déjà nous donner quelques détails? Avez-vous déjà pris des contacts avec vos homologues en charge de la culture au niveau des entités fédérées et de la Justice pour le niveau fédéral?

Je vous pose la même question en ce qui concerne l'aide apportée aux enseignants et aux élèves? En quoi consistera concrètement cette aide? À ce sujet, avez-vous consulté vos homologues des entités fédérées en charge de l'enseignement?

En ce qui concerne votre intention de contrôler davantage la délivrance des visas, afin de déceler des soupçons de radicalisation, qu'entendez-vous par soupçons de radicalisation? Comment définiriez-vous ces soupçons?

14.03 Michel Doomst (CD&V): Mevrouw de minister, zoals u waarschijnlijk reeds werd meegedeeld, hebben wij deze voormiddag in deze commissie nogmaals gedebatteerd over de gang van zaken. De afspraak was dat wij de heer Delmulle, over wie hier ook sprake is geweest, toch nog even wilden horen, op heel korte termijn. Vervolgens vroegen wij om tot een gedragen actieplan te komen.

Ik meen dat de regering en het Parlement — ook het Parlement heeft ter zake een initiatief genomen — hun acties en inspanningen op elkaar moeten afstemmen. Hoe ziet u de timing? Het lijkt mij belangrijk dat wat er uit het Parlement komt zo goed mogelijk wordt afgestemd op wat er door de regering wordt ondernomen.

14.04 Jan Van Esbroeck (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik zal het verhaal toch nog even schetsen.

De voorbije weken konden wij geen krant openslaan of journaal bekijken of het ging over Sharia4Belgium en vooral de woordvoerder ervan, Fouad Belkacem. Het begon enkele maanden geleden al, met de veroordeling bij verstek van de heer Belkacem door de Antwerpse correctionele rechtbank. Betrokkene werd toen veroordeeld tot twee jaar effectief.

Belkacem bleek onze strafrechtelijke procedures goed te kennen want hij liet zich heel bewust bij verstek veroordelen om op die manier tijd te kopen. Hij tekende verzet aan tegen dit verstekvonnis en tijdens de behandeling, op tegenspraak ditmaal, werd hij veroordeeld tot een effectieve gevangenisstraf van een jaar. Uiteraard was hij niet van plan het daarbij te laten en hij verkoos opnieuw extra tijd te kopen door hoger beroep aan te tekenen tegen dit vonnis. Dit beroep is volgens mij momenteel nog in behandeling.

Ondertussen liep Fouad Belkacem vrij rond. Naar aanleiding van het nikabincident in Molenbeek vond hij er niets beter op dan de gemoederen daar wat op te hitsen. Door zijn opruiende taal kregen wij enkele dagen later te maken met een incident waarbij een Franse moslimextremist naar Brussel afreisde om daar opnieuw amok te maken. Twee van onze agenten liepen hierbij messteken op. Burgemeester Moureaux bleek verwonderd en woedend dat dit in Molenbeek kon gebeuren.

Op 7 juni werd Belkacem aangehouden voor de feiten die ik hierboven heb aangehaald. De minister van Justitie wilde de pluim hiervoor op haar hoed steken door te beweren dat Belkacem in de gevangenis was beland omdat zij had beslist dat hij een eerdere gevangenisstraf van zes maanden moest uitzitten. Achteraf bleek dit niet waar te zijn. Belkacem zit momenteel in de gevangenis voor de feiten die hij heeft gepleegd te Molenbeek en dit ingevolge de bepalingen van de wet op de voorlopige hechtenis.

Als kers op de taart kwam u, in navolging van het voorstel van collega Vanvelthoven, met een wetsontwerp dat het voortaan mogelijk moet maken om feitelijke verenigingen te verbieden als zij aanzetten tot geweld, haat en discriminatie. Aangezien hierover geen eensgezindheid bestond binnen de regering werd beslist om dit wetsontwerp te laten bespreken in het Parlement; wat ook gebeurde. Wij hebben in de commissie voor de Binnenlandse Zaken beslist dat dit belangrijk en gevoelig thema aan bod moest komen. Wij hebben hierover verschillende hoorzittingen gehouden.

Bij de eerste hoorzitting was u zelf aanwezig. Wij hoorden een uitgebreide delegatie van deskundigen uit politieke middelen, uit de Staatsveiligheid, uit het mensenrechtenmilieu en het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding.

De algemene teneur was dat er geen nieuwe wetgeving diende te komen omdat de bestaande wetgeving volstaat om verenigingen zoals Sharia4Belgium en bij uitbreiding hun leden te straffen wanneer zij zich schuldig maken aan de vermelde misdrijven.

Bent u nog steeds van oordeel dat wij organisaties zoals Sharia4Belgium kunnen verbieden?

Wat is uw standpunt over het verbieden van verenigingen of groeperingen? Waar wilt u naartoe? Wat is uw bedoeling?

Vindt u niet dat wij onze fundamentele grondrechten ondergraven als wij dergelijke remedies voorstellen die erger zijn dan de kwaal? Aanvankelijk werden deze maatregelen in een voorstel opgenomen en inmiddels in de vorm van een amendement ingediend.

Waar schiet de huidige wetgeving volgens u te kort om zulke individuen tegen te houden? De mening van de minister van Binnenlandse Zaken is ter zake belangrijk.

Ziet u heil in het toepassen en vooral het uitvoeren van de uitgesproken sancties door rechtbanken, binnen de bestaande wetgeving?

Vindt u dat wij de strafmaat moeten verzwaren? De mening van de minister van Binnenlandse Zaken is ook dienaangaande heel belangrijk.

Is het een optie om mensen met een dubbele nationaliteit in geval van veroordeling van misdrijven zoals deze, hun Belgische nationaliteit te ontnemen?

14.05 Joëlle Milquet, ministre: Monsieur le président, avant tout, je souhaiterais globalement un peu de cohérence.

En effet, d'abord, on exige des auditions avant tout débat et, aujourd'hui, il m'est demandé des réponses et des détails concrets quant à des solutions. Tant que ces auditions réclamées n'auront pas eu lieu, je ne vais pas anticiper des solutions. De là mon étonnement quant à la cohérence des diverses prises de position.

Ensuite, toujours pour une question de cohérence, il conviendrait de s'en tenir à ce que l'on dit au moment où se déroulent certains faits. Lors d'un drame, tous les partis demandent une réaction immédiate, soutiennent unanimement – alors que ce n'est certainement pas la panacée – l'interdiction des groupements, mais dès le dépôt de textes en ce sens, le consensus disparaît.

Voilà pourquoi je souhaite une certaine cohérence tant sur l'ordre des travaux que sur les expressions politiques dans les médias, dans les partis et en commission. L'efficacité de nos travaux y gagnerait.

Ik heb aan de eerste minister en aan de minister van Justitie een diepgaand ontwerp van plan voorgelegd met vele verschillende voorstellen en een reeks concrete maatregelen om de strijd tegen het radicalisme te versterken. Ik heb gisteren nog een gesprek met de minister van Justitie over het bewuste punt gehad.

Mijn doel is dit plan zo vlug mogelijk bij het Ministerieel Comité voor Inlichting en Veiligheid neer te leggen en te laten goedkeuren, waarna ik het aan de Ministerraad wil voorleggen. Nu hangt het van de uitnodiging van de eerste minister af. De tekst is echter klaar en is een goede basis voor een doeltreffende strijd tegen het radicalisme.

Het plan in kwestie heeft betrekking op de strijd tegen het radicalisme, transversaal bekeken, zowel qua preventie als versterking van personeel, operationele initiatieven, coördinatie en aanpassing van de wettelijke kaders.

Een en ander hangt van verschillende ministers af, natuurlijk ook van de minister van Justitie, die een belangrijk aantal bevoegdheden op bedoeld gebied heeft. Ook de staatssecretaris voor Migratie, Maggie De Block, is betrokken partij, omwille van onder andere de visa. Voor de preventie moeten wij in nauwe samenwerking met de deelstaten werken.

Het plan dat met de minister van Justitie wordt voorbereid, betekent een versterking van het plan Radicalisme of plan-R, waarvan de uitvoering door het OCAD wordt gecoördineerd.

Het verbod op radicale groeperingen zoals Sharia4Belgium, is een van de aspecten van deze globale aanpak. Dergelijk verbod is echter slechts één punt uit de meer dan twintig andere punten van het plan.

Het plan zal veel ruimer zijn. Het zal met name de andere punten aansnijden die in de vragen werden aangehaald. Zo zal de samenwerking met de lokale actoren zoals scholen en het verenigingsleven, in een wenselijk punt van het plan worden aangesneden, namelijk het aannemen van een preventiestrategie.

Het voorgaande is een punt van onze draft kadernota voor integrale veiligheid. Op bedoeld punt werken wij met de verschillende deelstaten. Wij wachten nog op aanvullende elementen van de Gemeenschappen en Gewesten.

Wij zullen ook rond het internet werken, wat een van onze doelen is. Wij moeten de mogelijkheden onderzoeken evenals de verschillende wijzen om de toegang tot gevaarlijke sites te blokkeren en samenwerkingsverbanden in te stellen tussen de overheden die op dit ogenblik een monitoring van het internet uitvoeren, inzonderheid de federale politie en de Veiligheid van de Staat.

Ik ben ervan overtuigd dat radicalisme op het internet een Europees antwoord vereist, en zelfs een antwoord op wereldvlak. Het gaat er met name om de samenwerking met de grote privéactoren van het internet te ontwikkelen, zoals daar zijn Google en Facebook. Ik sta in contact met Europees commissaris Cecilia Malmström met betrekking tot dit onderwerp. Op dit punt heb ik eveneens aangedrongen tijdens mijn ontmoetingen met de Amerikaanse minister Janet Napolitano een week geleden en haar adjunct Jane Holl Lute twee maanden geleden.

Het gaat ook over de opleiding van politieagenten, er is de kwestie van de verblijfsvisa en ook nog van andere punten als getalsterkte, deradicalisatie, gegevensinzameling door de politie enzovoort. Dan is er ook nog de aanpassing van onze verschillende wetgevingen.

Nous avons besoin d'une stratégie globale qui touche différentes compétences du fédéral mais aussi quelques compétences des entités fédérées. Le plan en question comporte des compétences sur lesquelles il faudra travailler avec différents ministres fédéraux ainsi qu'avec les entités fédérées au niveau de la note-cadre sur la sécurité intégrale

Il s'agit à la fois d'éléments opérationnels car cela demandera un renforcement des effectifs de certains services et de coordinations plus adéquates. J'ai déposé deux projets modifiant les arrêtés actuels en matière de coordination des services.

Il faudra travailler sur des initiatives de prévention. Nous avons un plan d'une septantaine de pages qui vient d'être réalisé par l'administration de l'Intérieur mais il n'a pas encore été présenté publiquement.

Il faudra travailler sur le cadre légal. Je vais revenir rapidement sur l'interdiction qui, bien qu'étant un élément parmi d'autres, n'est pas un élément mineur.

Il faudra également travailler sur l'article 14 et l'article 44 de la fonction de police administrative pour voir dans quelle mesure la police doit pouvoir disposer, sous un contrôle strict, d'une capacité de recherche plus importante en matière de groupements.

Il faudra avoir une définition du terrorisme qui soit adaptée au niveau pénal – c'est de la compétence d'Annemie Turtelboom – et voir dans quelle mesure le radicalisme dangereux, qui n'est pas totalement du terrorisme, peut être ciblé au niveau de notre droit pénal. Le cas échéant, il faudra adapter certaines lois sur la discrimination. Si d'aventure, nous estimons que cela pourrait être intéressant d'y réfléchir, nous avons déjà des propositions de textes.

Nous sommes prêts et je suis très heureuse de ce grand intérêt du Parlement, avec lequel nous devons travailler. Je souhaite simplement qu'il y ait un peu de cohérence.

Je continue à penser qu'il existe un vide dans notre arsenal juridique. Il y a une confusion totale en matière de loi sur les milices. Cette loi dit simplement que la personne qui crée ou participe à un groupement interdit est poursuivie. Ce n'est donc qu'une législation qui permet de poursuivre pénalement une personne qui participe à une milice interdite. Mais la milice interdite reste! Il y a donc un vide législatif, on ne peut pas interdire une milice! Je trouve que cela pose problème. Le fait d'empêcher une institution dangereuse, violente, qui met à mal les principes démocratiques avec des conditions très strictes est impossible. Je trouve qu'il n'est pas absurde de se demander si, au-delà du renforcement de la poursuite des personnes, il est sain, dans une démocratie, de laisser perdurer des groupements. On ne parle pas ici de syndicats, d'anarchistes ou de personnes qui ont des idées totalement alternatives.

Ce sont des gens qui, par leurs propos et par leurs actes, entraînent des comportements haineux, dangereux, violents. Arrêtons de rire! Il n'est pas question ici de démocratie active. Comme mon passé le prouve, je suis une grande démocrate et, selon moi, il ne me paraît pas absurde de légiférer.

Le tout est de savoir si l'on souhaite une législation approfondie et il n'y a pas trente mille solutions! On peut décider de garder la loi quelque peu confuse sur les milices et y ajouter des précisions sur les groupes très dangereux qui, par leurs actes, provoquent de la violence et de la discrimination. Mais cela ne permettra alors que d'amplifier la capacité de poursuite des individus tout en laissant le groupement en l'état.

Mais on peut aussi aller plus loin et décider de dissoudre ces groupements; je ne vois d'ailleurs aucun inconvénient à ce que ce soit le pouvoir judiciaire qui prenne cette décision, dans un souci de rapidité et d'efficacité. Dans ce cas, prévoyons qu'à la demande du ministère public ou du gouvernement – que ce soit le juge, le tribunal de première instance ou le président de première instance, peu importe! – on puisse décider, dans un délai relativement court, d'une dissolution. Il n'est pas absurde de se poser la question de la dissolution car on a beau arrêter quatre personnes, si l'institution continue, il y en aura très vite quatre autres. Il faut également compter avec les sites internet, etc. Je suis très sensible à toutes les remarques qui ont été faites, mais il n'est pas ici question d'enfants de chœur.

Je persiste donc à penser qu'il serait bien qu'un consensus puisse se dégager au Parlement en vue de donner un signal fort, tout en restant prudent, en ne faisant pas n'importe quoi et en prévoyant des garde-fous. Mais comme je l'ai dit, si cette tâche devait être confiée à un juge, cela ne me semblerait pas totalement absurde. Et si ce signal pouvait être donné avant le 21 juillet, cela serait une bonne chose en termes de stratégie et de cohérence par rapport aux mesures prises par ce gouvernement, aux attitudes de la ministre de la Justice et à la fermeté dont nous avons fait preuve.

14.06 Nahima Lanjri (CD&V): Mijnheer de minister, ik begrijp dat u zegt dat u hier niet meteen concreet kunt zeggen wat u zult doen, zonder de hoorzittingen en de beslissingen van het Parlement af te wachten. Ik begrijp en respecteer dat. Dat zou inderdaad niet logisch zijn.

Mijn vragen waren echter heel concreet. Wat hebt u of de regering nog in petto en wat zijn de standpunten?

Ik heb u gevraagd naar uw reactie op wat het openbaar ministerie voorstelt en op wat het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding vraagt. U hebt daarop niet geantwoord.

U zegt wel dat er een globale strategie nodig is en dat dit zelfs een Europese aanpak vereist. Ik zeg niet dat dit niet juist is. *Cyberhate* overschrijdt immers de grenzen van ons landje en er is inderdaad nood aan een internationale aanpak. U zegt dat er ook rond sensibilisering moet worden gewerkt met de deelstaten. Kortom, u pleit voor een globale strategie. Dat is goed, maar dat staat in schril contrast met wat u zei op het moment dat de feiten hadden plaatsgevonden. U zei toen heel concreet dat er een verbod op die organisaties moest komen en nu pleit u voor een globale strategie, waarbij ik mij afvraag hoe concreet dat wel is. Men moet wel een strategie of een visie hebben, maar men moet ervoor zorgen dat men de vis niet verdrinkt en dat men op korte termijn overgaat tot het nemen van heel concrete maatregelen.

Ik denk dat wij daar in dit Parlement allemaal achter staan, ook de regering, en dat wij niet altijd moeten verwijzen naar wat Europa of de deelstaten moeten doen, maar ook zelf kijken wat wij vanuit de regering kunnen doen.

Er zijn bijvoorbeeld heel concrete voorstellen om onder meer *cyberhate* weg te halen uit assisen en voor de correctionele rechtbank te brengen, zodat men dit wel kan bestraffen. Dat is een heel concrete maatregel die men kan nemen.

Mevrouw de minister, ik hoop dat er, nadat rekening werd gehouden met wat er nog in de commissie gebeurt met de hoorzittingen, op korte termijn wordt overgegaan tot de maatregelen die wij op federaal vlak kunnen en moeten nemen om een sluitend antwoord te bieden.

Het klopt dat ook de Gemeenschappen en de Gewesten en Europa nog iets moeten doen, maar wij moeten vooral voor eigen deur vegen.

14.07 Rachid Madrane (PS): Monsieur le président, madame la ministre, je vous remercie pour la sincérité, la clarté et l'honnêteté de votre réponse.

Si je puis me permettre très humblement en tant que petit membre du législatif, une chose est de souhaiter de la cohérence, une autre est de légiférer en fonction de l'émotion. La démocratie mérite que du temps lui soit accordé, le temps nécessaire, voire beaucoup de temps s'il en faut beaucoup.

Je ne suis donc pas favorable à la prise de décisions sous le coup de l'émotion, comme je l'ai dit en commission. En effet, selon moi, la justice n'est pas du sur-mesure; la loi sert des principes qui garantissent des droits identiques pour tous. Ces principes démocratiques doivent être expliqués à tous. Si l'on veut que la démocratie aboutisse, on ne peut supprimer et interdire l'association X pour que soit fondée l'association Y quelque temps après. D'ailleurs, c'est ce que nous a confié le responsable de la Sûreté de l'État.

Moi, membre du législatif, je ne voudrais pas permettre à des ennemis de la démocratie d'utiliser cette démocratie pour en limiter ses effets.

Un exemple. Un philosophe que nous avons invité, le Pr Haarscher, nous a brillamment expliqué – et le président ne me contredira pas –, en un moment passionnant, la situation de la Hongrie. Démocratiquement, des extrémistes y prennent le pouvoir; que faire si, demain, ils décident d'interdire telle ou telle association? Cette audition m'a réellement interpellé.

Nous avons demandé du temps: nous pensons nécessaire d'entendre l'avis de la magistrature. Nous nous posons la question de savoir s'il appartenait à l'exécutif de dissoudre ou d'interdire des associations.

Madame la ministre, si je puis me permettre, une chose est d'inciter à la haine, au négationnisme, à la violence, etc., mais une autre est d'interdire la propagation des idées, voire la défense intellectuelle des idées, fussent-elles nauséabondes. Je raisonne intellectuellement, au sens de la démocratie.

Quelle est la réponse que nous devons donner? Élargir la loi anti-discrimination tel que l'a préconisé le Centre pour l'égalité des chances, voilà une idée à laquelle je n'avais pas pensé. C'est lors des auditions qu'elle nous a été communiquée et je vous avoue avoir été interpellé.

Nous avons écouté des ONG, comme la Ligue des droits de l'homme, des philosophes, des professeurs d'université, des sociologues, des juristes, la Sûreté de l'État. Pour être honnête, il nous manque aujourd'hui toute la dimension judiciaire: la magistrature debout et assise; nous les avons invités, mais ils n'étaient pas disponibles endéans le faible délai que nous leur avons proposé. Ce n'était pas possible. Donc tout cela prend du temps.

Sur le fond, vous et moi, nous nous rejoindrons, car je sais le combat que vous menez et les positions que vous défendez. Nous sommes bien d'accord sur la vision.

Simplement, veillons à essayer de prendre des mesures qui fonctionnent et non des dispositions qui nous feront regretter par la suite de les avoir votées. Que l'on condamne des gens pour leurs actes, cela me paraît juste. En revanche, les condamner pour leurs discours ou leurs messages me pose un problème.

Madame la ministre, je voulais vraiment vous dire que nous sommes derrière vous. Car votre combat est légitime, et je serai le premier à vous défendre. Mais nous ne devons pas nous tromper de stratégie.

Merci, monsieur le président.

14.08 Michel Doomst (CD&V): Mevrouw de minister, ik vind ons commissiewerk toch redelijk coherent. Wij hebben uren geluisterd, en door onze wijsheid – bij mij is dat beperkt, maar anderen brengen meer soortelijk gewicht in – is het duidelijk geworden dat een verbod uitspreken één zaak is, maar een verbod uitvoeren nog veel belangrijker is. Ook wij beseffen duidelijk dat dit geen clubje als een ander is. Dit is maatschappelijk van het ergste gif dat wij al hebben meegemaakt. Dit moet worden uitgeroeid.

Ik heb niet de indruk dat er in de commissie een kracht aanwezig is die alles wil uitstellen maar alle inspanningen wil richten op maatregelen die het radicalisme op het terrein effectief kunnen uitroeien. Het moet kapot worden gemaakt. Laten wij dus nog even de gerechtelijke instanties horen en daarna ophijsten hoe daaraan effectief iets kan worden gedaan.

Ik pleit ervoor de voorstellen van de regering te leggen naast de parlementaire inbreng om daarna te komen tot de verdelgingsmiddelen die de zaak op het terrein kunnen aanpakken zoals nodig. Dit is immers heel gevaarlijk en de juiste effectieve maatregelen moeten worden afgesproken. Ik stel voor op korte termijn alles bij elkaar te leggen om een concretere uitvoering af te spreken.

14.09 Jan Van Esbroeck (N-VA): Mevrouw de minister, sta mij toe verbaasd te zijn over een aantal zaken die u hebt gezegd.

Ik denk dat wij allemaal onze uiterste best hebben gedaan in de commissie en veelvuldig hoorzittingen hebben gehad, daar ben ik het met u eens. Nu hebben wij iedereen gehoord, daarin ben ik het oneens met collega Madrane. Wij hebben met het parket schriftelijk contact gehad, maar ik neem aan dat het parket net hetzelfde hier zou verkondigen.

Ten eerste, u verwijt het Parlement op een gegeven moment dat wij geen vooruitgang willen. Dan wil ik toch even duidelijk maken dat ik deze morgen in de commissie heb aangegeven dat wij alle hoorzittingen hebben gehad en laat ons tot besluiten komen. Uw partijgenoot Dallemagne heeft gezegd toch te willen voortgaan met hoorzittingen om toch die mensen van het parket hier in de commissie te kunnen horen. Hij vond dat veel te belangrijk, terwijl wij die mensen hun mening al kennen. U bent het er niet mee eens en misschien moet u in de partij intern eens overleggen.

Ten tweede, de meerderheid kan misschien eens overleggen over wat ze nu juist wil, want zo raken wij er nooit uit. Wij hebben in ieder geval vanaf dag 1 onze visie duidelijk gemaakt. U zegt verkeerdelijk dat als er een drama gebeurt alle partijen zeggen dat ze een verbod willen op die organisatie. Wij hebben van in het begin gezegd dat de oplossing van het probleem niet zit in het verbieden van een organisatie, maar dat het probleem zich situeert in de strafuitvoering. Wij hebben direct gezegd dat daaraan moet gewerkt worden.

In alles is voorzien vandaag de dag om mensen te veroordelen die haat prediken en geweld en zaaien. Het bewijs is Fouad Belkacem zelf, ik heb dat heel duidelijk gemaakt. Maar goed, wij zijn ook open van geest en hebben gezegd dat wij daar diep op willen ingaan met de andere collega's en bereid zijn om in het Parlement hoorzittingen te houden. Misschien zien wij het te eng en daarom stonden wij er ook voor open. Wij hebben nu die hoorzittingen gehad en wij hebben de conclusie gehoord – u hoort ze ook van de

collega's van de andere partijen – dat het niet verstandig, niet zinvol en niet wijs is om een vereniging te verbieden. Er zijn een aantal suggesties gedaan om het bestaande wetgevend arsenaal hier en daar wat uit te breiden om nog strenger te kunnen optreden. Wij zijn bereid die dingen op te lijsten en nog eens te bekijken.

Op verzoek van de heer Dallemagne zullen er nog hoorzittingen komen. Ik weet niet wanneer de mensen van het parket beschikbaar zullen zijn, maar het zal inderdaad verschoven worden. De discussie zal langer duren.

De **voorzitter**: Ik kan u daarover toelichting geven. Het antwoord is pas vanmiddag binnengekomen. De heer Delmulle gaat nu met vakantie. Hij is twee weken weg. De vergadering zal dus na 21 juli moeten plaatsvinden. Dat was natuurlijk een beetje te vrezen. Wij kunnen – dat is een tweede mogelijkheid – mevrouw Harrewyn vragen, als verantwoordelijke procureur-generaal.

14.10 Jan Van Esbroeck (N-VA): Dat is wat ik vreesde. Ik heb dat ook vanmorgen gezegd. Het is nog maar middag en het is al zover.

Mevrouw de minister, ik hoor ook nog een verwijt. U zegt dat het verbod een onderdeel is in het hele plan om strenger te kunnen optreden tegen dit soort gebeurtenissen. Dat onderdeel ligt hier wel al twee of drie weken ter bespreking in deze commissie. Waar is de rest van dat plan? Het komt eind november, heb ik begrepen. Waarom komt u dan niet meteen met het hele plan naar de commissie?

14.11 Minister Joëlle Milquet: Het plan is vooral voor de premier en de regering.

14.12 Jan Van Esbroeck (N-VA): U wacht dus tot u van de Parti Socialiste de toestemming krijgt om met dat plan naar de commissie te komen? Dat is de juiste conclusie?

14.13 Minister Joëlle Milquet: Dat is voor de regering. De discussie moet binnen de regering plaatsvinden. Dat is logisch.

14.14 Jan Van Esbroeck (N-VA): Ik begrijp daaruit dat niet alles rozengeur en maneschijn is in de regering, en zelfs niet in het Parlement. Wij zijn natuurlijk maar de N-VA. Ik meen dat ons punt duidelijk gemaakt is. Ik wens de regering te steunen en daarom wil ik een motie van aanbeveling indienen. Ze is gericht aan de regering. In eerste instantie wilde ik de motie aan u richten, maar ik zal die aan de regering richten. Ik denk dat ze zo veel meer slagkracht zal krijgen.

De collega's zullen de motie van aanbeveling zonder veel twijfel mee steunen. Zij hebben allemaal de hoorzittingen en de vergaderingen meegemaakt. Wij zitten allemaal op dezelfde golflengte.

Ik wil dus aanbevelen om, ten eerste, na te gaan in welke strafmaat wordt voorzien, in alle beschikbare wetgeving, met betrekking tot de misdrijven en dan na te gaan of de strafmaat afdoende is. Als de regering dat wil doen, dan weten wij al wat wij nog nodig hebben.

Voorts moet u beslissen om, waar nodig, de strafmaat te verhogen. Vandaag nog hebben de heer Delmulle en mevrouw Harrewyn, de Gentse procureur – ik verwijs daarbij naar wat de heer Madrane zei – samen geadviseerd waar het nodig is om de strafmaat te verhogen. Ik stel voor dat de regering daarop alles inzet. Dan kan het ook snel gaan.

Als de regering ter zake alsnog nieuwe wetgeving wil invoeren, dan vraag ik dat zij er in ieder geval over wil waken dat onze fundamentele grondrechten en vrijheden niet onderuit worden gehaald. Daar willen wij heel sterk op aandringen. Dat is een van onze grootste bezorgdheden. Daarom willen wij dat ook in onze motie van aanbeveling aan de regering meegeven.

Wij vragen aan de regering ook om het wettelijk kader uit te werken om personen met een dubbele nationaliteit de Belgische nationaliteit sneller te kunnen ontnemen in geval van de zopas opgesomde misdrijven.

Als laatste, maar zeker niet onbelangrijk punt, willen wij ook de volgende ernstige aanbeveling ten aanzien van de regering formuleren. Alle collega's zullen ze heel graag steunen. Wij vragen dat de regering zich

maximaal wil concentreren op de uitvoering van de uitgesproken straffen. Dat lijkt mij een heel belangrijk punt en volgens mij gaat iedereen daarmee akkoord.

Mijnheer de voorzitter, ik denk dat ik mijn motie van aanbeveling aan u kan overhandigen.

14.15 Ben Weyts (N-VA): Mevrouw de minister, u wilt iets realiseren en u wilt een coherente aanpak.

(...) (...)

14.16 Ben Weyts (N-VA): Het is een interpellatie. U kent het Kamerreglement.

De **voorzitter**: Artikel 131, punt 2, laatste alinea. Vijf minuten.

14.17 Ben Weyts (N-VA): Vijf minuten zelfs! Het kan korter. U wilt iets realiseren, u wilt een coherente aanpak, maar uw optreden hier gaf net blijk van incoherentie. De reactie van de collega's geeft blijk van incoherentie in deze regering en in dit Parlement. Als u iets wilt realiseren, stel ik voor dat u uw voorstel intrekt. Aanvaard uw nederlaag en kom met uw actieplan naar het Parlement.

(...): Komt u naar de hoorzittingen!

14.18 Ben Weyts (N-VA): Kom met uw actieplan naar het Parlement en haal daar uw overwinning. U hebt de mooie praatjes hier gehoord. De enige bedoeling van uw collega's in de meerderheid is om alles over het parlementair reces te tillen, om ervoor te zorgen dat er niks gebeurt, om u te saboteren. Als u iets wilt realiseren, haal dan uw overwinning binnen: kom met uw actieplan naar deze commissie en realiseer iets. Anders wordt het sint-juttemis en zullen wij vanaf 15 oktober, wanneer het Parlement zijn werkzaamheden hervat, alles moeten overdoen.

Moties Motions

De **voorzitter**: Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.
En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Jan Van Esbroeck en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellaties van de heer Jan Van Esbroeck

en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, beveelt de regering aan

- na te gaan welke de strafmaat is die werd voorzien in alle beschikbare wetgeving met betrekking tot deze misdrijven en na te gaan of deze strafmaat afdoende is;
- waar nodig deze strafmaat te verhogen zoals vandaag nog geadviseerd door federaal procureur Johan Delmulle samen met de Gentse procureur-generaal Anita Harrewyn;
- er alleszins over te waken dat indien alsnog nieuwe wetgeving terzake wordt aangenomen, hiermee onze fundamentele grondrechten en vrijheden niet worden onderuitgehaald;
- een wettelijk kader te voorzien om in geval van dubbele nationaliteit de Belgische nationaliteit sneller te kunnen ontnemen in geval van bovenvermelde misdrijven;
- zich maximaal te concentreren op de uitvoering van alle uitgesproken straffen."

Une motion de recommandation a été déposée par M. Jan Van Esbroeck et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu les interpellations de M. Jan Van Esbroeck

et la réponse de la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, recommande au gouvernement

- de vérifier quelles peines sont prévues pour ces infractions dans l'ensemble des législations disponibles et de vérifier si ces peines sont suffisantes;
- le cas échéant, d'aggraver les peines, comme l'ont encore recommandé aujourd'hui le procureur fédéral, M. Johan Delmulle, ainsi que la procureur générale de Gand, Mme Anita Harrewyn;
- de veiller, en tout état de cause, à ce que toute éventuelle nouvelle législation qui serait adoptée en la matière n'ébranle pas nos libertés et droits fondamentaux;

- de prévoir un cadre légal permettant de retirer plus rapidement la nationalité belge à une personne disposant de la double nationalité dans le cas des infractions mentionnées plus haut;
- de se focaliser au maximum sur l'objectif d'une application intégrale des peines prononcées."

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns en door de heer Rachid Madrane.

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Marie-Martine Schyns et par M. Rachid Madrane.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

La réunion publique de commission est levée à 17.17 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.17 uur.